



LA UNE

Démondialisation : le mode d'emploi d'un concept flou mais à succès

Par Ludovic Lamant

Article publié le jeudi 12 mai 2011

La Terre n'est peut-être plus aussi plate que l'éditorialiste américain Thomas Friedman l'avait rêvé dans son best-seller publié en 2005. Le séisme des *subprime* est passé par là, et la crise a redonné du relief à une planète en chantier. Retour des frontières commerciales, priorité à la production locale, sortie de l'euro : à l'encontre du libre-échange roi, l'heure serait à la «démondialisation». Après les «anti» et les «alter-mondialistes», il s'agirait cette fois de «défaire» un à un les fils de la mondialisation tissés depuis le début des années 1980, puisque celle-ci n'a pas tenu ses promesses. Après le déluge, faire marche arrière toute ?

Mais le terme est flou, et l'on trouve de tout dans ce concept mutant défendu, en France, par des personnalités plutôt ancrées à gauche, d'Edgar Morin à Emmanuel Todd, d'Arnaud Montebourg à Frédéric Lordon. Chacun y injecte ce qu'il veut, pour imaginer l'agenda de l'après-crise. «*La démondialisation n'est pas encore une stratégie. C'est un concept malléable. Et tout le monde ne le définit pas de la même façon en fonction de ses propres intérêts*», résume l'économiste Jacques Sapir, qui vient de publier un virulent plaidoyer pour *La Démondialisation* (Seuil).

L'un des inventeurs officiels du terme est philippin : Walden Bello, sociologue né à Manille en 1945, activiste et fondateur de l'ONG Focus on the Global South, dont le siège est à Bangkok. Il publie en 2002 un livre, *Deglobalization, Ideas for a new world economy* (dont la traduction en français est annoncée à l'automne). A l'époque, comme il l'explique dans cet entretien à la *New Left Review*, la «démondialisation» est une «*alternative à l'OMC*», l'Organisation mondiale du commerce, qu'il juge trop centralisée, et pas assez démocratique : «*Nous réclamons plus de décentralisation, plus de pluralisme, plus d'équilibre des pouvoirs*.» Afin, en bout de course, de redonner des marges de manœuvre à l'échelle locale, contre la suprématie des grandes institutions internationales, du FMI à l'OMC.

La crise démarrée en 2007 a donc redonné vie à ce concept, et élargi l'éventail de ses significations. Tous ses partisans partagent toutefois un socle de convictions : la mondialisation néolibérale, autrefois présentée comme inévitable, a conduit la planète dans le mur. Il est loin le temps où Paul Krugman, l'économiste américain nobélisé en 2009, claironnait sur tous les toits que «*la mondialisation n'est pas coupable*», en vantant, plus encore que la vieille théorie des avantages comparatifs de Ricardo, les formidables effets d'échelle d'un commerce international étendu à la planète entière (La Découverte, 1998).

Aujourd'hui, la crise est systémique ? financière, sociale, éner-

gique, environnementale ? et l'on a rangé ses classiques de Ricardo au placard.

«*Démondialiser, c'est défaire ce qu'a fait la révolution conservatrice*», résume Jacques Nikonoff, ex-président d'Attac France, auteur du récent *Sortons de l'euro!* (Mille et une nuits, 2011). «*Concrètement, cela revient à redonner au salariat sa place dans la société.*» Allusion au fait que le partage de la valeur ajoutée, d'ordinaire stable, voire plutôt à l'avantage des salaires dans les années 1970, s'est déformé par la suite à la faveur du profit des entreprises. Il s'agirait donc, en démondialisant, de corriger cette tendance de fond, enclenchée en France à partir de 1983, qui rémunère chaque année davantage les actionnaires, aux dépens des salaires et de l'investissement.

«Re-nationaliser notre politique économique»

Les «démondialisateurs» chercheraient ainsi à clôturer un cycle du capitalisme financier ouvert au début des années 1980, avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux Etats-Unis. Voire, pour certains, en finir avec cette période inaugurée à la fin du XIXe siècle, au cours de laquelle les Etats-Unis se sont imposés comme première puissance mondiale, aux dépens de la Chine. «*Nous en sommes à un stade où l'orthodoxie dominante, celle du marché pur et parfait, n'est plus capable de produire de nouvelles idées. Et ce sont les courants alternatifs qui occupent l'espace*», assure Costas Lapavistas, un économiste grec professeur à l'université de Londres, à la SOAS, lui aussi partisan enthousiaste de la «démondialisation».

En creux, ce pari s'annonce difficile à gagner : restaurer l'autorité politique, contre la toute-puissance des marchés et des agences de notation. En conclusion d'une analyse récente, Frédéric Lordon, directeur de recherche au CNRS, se risque à une définition musclée du mouvement : «*Si la mondialisation n'est en définitive pas autre chose que la dissolution des souverainetés par la marchandisation de tout, alors démondialiser, c'est repolitiser.*»

Mais à quoi ressemble, sur le terrain, cette «démondialisation»? Le mot est tellement vague que l'on peut distinguer, à gros traits, pas moins de quatre familles de propositions concrètes ? pas forcément très neuves, mais qui connaissent toutes un regain d'intérêt.



1 - Des «protections commerciales»

Contre le libre-échange à tout crin, certains économistes, ragouillards par la crise, ont repris leur bâton de pèlerin, dans les pas d'un Friedrich List (1789-1846), théoricien pionnier du nationalisme économique, pour prôner les bienfaits du protectionnisme. Il faudrait relever les barrières commerciales, afin de protéger les industries nationales de la concurrence des pays à bas salaires, et de la Chine en particulier. Démondialiser consiste donc, selon cette piste, à revenir à l'échelon national.

Après tout, jugent ces économistes, c'est bien la mise en concurrence des entreprises au Nord, avec celles des pays du Sud, qui a affaibli la capacité de négociation salariale des salariés des pays riches, et relégué la question des hausses de salaire au second plan. Or, à force de comprimer les salaires, la demande en Europe s'est tassée, et l'économie du continent tourne aujourd'hui au ralenti. Il faudrait donc, pour défendre les droits des salariés, protéger leurs industries de la concurrence.

Jacques Sapir, défenseur habitué du protectionnisme, propose ainsi de «*re-nationaliser notre politique économique*», en instaurant des «*taxes (...) calculées à la fois par pays et par branche d'activité*». Le démographe Emmanuel Todd est à peu près sur la même ligne, même s'il continue, lui, d'espérer un protectionnisme aux frontières de l'Europe tout entière, dans la mesure du possible : «*L'Europe a le droit, dans un monde en guerre sur les coûts salariaux, de faire un virage protectionniste*», a-t-il expliqué dans un récent entretien au *Soir* belge.

Pour un «protectionnisme différencié» ?

De son côté, Pierre-Noël Giraud, professeur à Mines Paris, défend un autre usage des barrières commerciales, qu'il imagine en se plaçant depuis le point de vue, non pas de l'industrie française en crise, mais du «*milliard d'en bas*», c'est-à-dire des pays pauvres. Il milite ainsi pour un «*protectionnisme différencié*» des pays riches en faveur de l'Afrique : il s'agirait de «*freiner les importations venant des actuels pays émergents et (de) rester totalement ouverts aux pays les plus pauvres, pour inciter les entreprises des premiers à industrialiser les seconds*».

Cette distinction commerciale entre émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) et pays en développement (le gros des pays africains) serait vouée à disparaître au bout de quelques années.

Pour les lecteurs de Pierre-Noël Giraud, auteur d'un solide ouvrage sur *La Mondialisation* (édition Sciences humaines, 2008), cette piste protectionniste peut surprendre : «*J'ai toujours pensé que le protectionnisme est une option intéressante, à condition qu'il soit coopératif, qu'il permette de lutter contre les inégalités*», assure-t-il. «*Il faut ouvrir le dossier du protectionnisme, et le faire sérieusement, en construisant des scénarios, en anticipant les conséquences. Peut-être que cela nous fera perdre des dixièmes de points de croissance, mais cela peut en valoir la peine. Il faut lever le tabou qui interdit le débat sur ces questions.*» Pour lui, un G-20 amélioré (dans lequel, par exemple, l'Afrique sub-saharienne serait représentée) pourrait être une instance pertinente pour mener ces débats.

2 - La «démondialisation financière»

Le protectionnisme est une réponse au commerce sans entraves des biens et services. Mais certains jugent plutôt qu'il faut avant tout museler la finance. Contre la dérégulation financière des années 1980, il ne s'agit pas seulement de re-réguler (comme le tente, péniblement, le G-20), mais bien de revenir à un fonctionnement bien plus rudimentaire, presque archaïque, de la finance, pour mieux la domestiquer.

Les économistes «atterrés», qui en ont fait leur principal cheval de bataille, proposent ainsi de «*cloisonner strictement les marchés financiers*» et d'«*interdire aux banques de spéculer pour leurs comptes propres*». Parmi eux, Frédéric Lordon, du CNRS, conseille même de procéder à une série de nationalisations stratégiques, comme celles des plateformes boursières ou encore du financement des déficits publics (la dette grecque, par exemple, est en partie détenue par des étrangers).

nd

3 - Les relocalisations et la fiscalité verte

C'est sans doute le volet le plus fidèle aux thèses originelles de Bello, au croisement des considérations sociales et écologiques. Vieux serpent de mer, les relocalisations restent, jusqu'à présent, un phénomène très marginal, qui pourrait déboucher, dans sa version la plus radicale, sur l'élaboration d'une loi contre les délocalisations. Dans le même ordre d'idées, la fiscalité verte, en plein essor, pourrait aussi contribuer à «démondialiser», via l'instauration, par exemple, d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe, ou encore d'une taxe kilométrique pour les poids lourds (autant de formes d'un «*protectionnisme environnemental*» encore à l'état d'ébauche).

C'est dans cette famille «écolo» que l'on retrouve Edgar Morin : «*La démondialisation lutte contre la délocalisation, ses gaspillages et la destruction de relations locales : la fabrication d'un yaourt aux fruits nécessite aujourd'hui 10.000 kilomètres*», résume le philosophe. Il s'agit, en «*démondialisant*», de «*susciter les résistances aux intoxications consuméristes*», précise-t-il encore, tout en prenant soin, lui, d'écarter tout repli sur l'échelon national. Morin propose en fait, dans un même mouvement vers l'«*économie plurielle*», de mondialiser et «démondialiser»? de revenir au local, tout en favorisant les solidarités et les coopérations par-delà les Etats.

4 - La sortie de l'euro

C'est la piste la plus controversée, mais de plus en plus évoquée pour la sortie de crise de pays «périphériques», comme la



Grèce ou l'Irlande. L'idée, à court terme, est de permettre à ces pays de dévaluer leur monnaie, pour retrouver de l'oxygène. *«En finir avec l'euro est la façon la plus efficace de s'opposer à la mondialisation en cours. C'est la première chose à faire»*, assure l'économiste grec Costas Lapavistas.

Les partisans d'un retour au franc sont tous convaincus que la monnaie européenne, surévaluée face au dollar et au yuan, nuit à la compétitivité de l'économie hexagonale. A titre d'exemple, Jacques Sapir milite lui, de longue date, pour le recours à une monnaie, non plus «unique», mais «commune». C'est-à-dire que l'euro resterait en vigueur pour les échanges de la zone euro avec l'extérieur, mais l'on reviendrait aux monnaies nationales pour échanger à l'intérieur de cet espace.

Un «programme Dany Boon» ?

Au sein de ces familles de «démondialisateurs», des désaccords n'ont pas tardé à émerger. Première difficulté : quelle priorité donner à quoi ? *«Sur quel levier décide-t-on d'appuyer en premier ? C'est une question très politique, et tout le monde n'est pas d'accord»*, décrypte Cédric Durand, maître de conférences à Paris-13, et l'un des animateurs des économistes «atterrés». *«Pour certains, il faut d'abord s'attaquer aux délocalisations. Pour d'autres, au démontage du pouvoir financier.»* Chacun élabore l'agenda de sa «transition» rêvée pour sortir de la crise, et l'affaire tourne au casse-tête.

Surtout, certains points restent très sensibles, et la stratégie du Front national, qui reprend, plus ou moins fidèlement, une bonne partie de ces thématiques dans son programme économique, rend le dossier encore plus explosif à gauche. Dans une tribune publiée en avril dans *Politis*, Thomas Coutrot, l'actuel co-président d'Attac, tire à boulets rouges sur le protectionnisme français défendu par Jacques Sapir : *«Prôner le repli national au moment où la planète prend feu est purement irresponsable»*, lâche Coutrot, qui refuse de *«dresser les peuples les uns contre les autres chacun au nom de son intérêt national»* et de faire le jeu des populismes en Europe.

Et l'économiste d'enfoncer le clou : la démondialisation version

Sapir, c'est le «programme Dany Boon», en référence à *Rien à déclarer*, le dernier film du comique français, qui incarne un douanier à la frontière franco-belge. Coutrot préfère, plutôt que taxer les produits allemands pour protéger l'industrie française, plaider pour une hausse des salaires outre-Rhin, qui entraînerait un renchérissement mécanique des biens allemands.

«Ce texte est ignoble», réagit Jacques Sapir. C'est bien beau d'attendre la hausse des salaires dans des pays étrangers, mais nous n'avons aucune prise sur ces questions. Comment obliger les Allemands à augmenter leurs salaires ? Même agacement chez Jacques Nikonoff : *«Ce texte est minable et les vœux de Thomas Coutrot sont pieux.»* En somme, ces «souverainistes de gauche» feraient preuve de réalisme, quand les partisans d'une coopération à l'international pécheraient par naïveté.

De manière plus feutrée, le même Jacques Sapir s'écharpe depuis quelques semaines avec l'économiste Jean-Marie Harribey, ancien co-président d'Attac-France, sur la question de l'euro. Leurs échanges, riches, sont à lire ici (pour Sapir) et là (pour Harribey). Ce dernier assure en particulier que, même en dévaluant de 25% la monnaie nationale, et en instaurant des droits de douane compris entre 15 et 30%, comme le préconise Jacques Sapir, l'industrie chinoise resterait bien plus compétitive que l'industrie française, vu les écarts de coût de production...

Tout se passe en fait comme si la «démondialisation» avait provoqué des clivages, que l'on n'avait plus observés à gauche de la gauche depuis le référendum sur le Traité constitutionnel européen, en 2005. Jean-Marie Harribey confirme : *«En 2005, nous, partisans du ?non ?, n'avons pas pris assez de temps pour analyser certaines faiblesses de notre victoire. Au-delà de notre rejet du texte, nous n'avions jamais vraiment débattu du type d'Europe que nous voulions. C'est ce que l'on fait à présent, et c'est plus compliqué. Tout en sachant que l'espace politique pour poser de manière convenable ces questions est très étroit.»* En clair : le Front national rôde sur les terres de la «démondialisation».

Prochain épisode : Que fait le PS ? (avec notamment un entretien d'Arnaud Montebourg)

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.

Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.

Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Courriel : contact@mediapart.fr. Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.

L'OPA du FN sur la «démondialisation»

Par **Ludovic Lamant** et **Marine Turchi**

Article publié le mardi 24 mai 2011

Qui parle? *«Notre projet prévoit de nous réarmer face à la mondialisation, nous inspirant sur ce point des travaux de l'économiste Jacques Sapir sur la démondialisation et la sortie de l'euro.»* Réponse: Marine Le Pen, lors d'une conférence de presse à Strasbourg consacrée au pouvoir d'achat, vendredi 13 mai. La présidente du Front national braconne ces jours-ci sur les terres de la «démondialisation», ce concept flou, d'abord développé par des économistes et penseurs ancrés à gauche, et qui connaît, en ces temps de crise, **un succès fulgurant**.



Fête du FN, le 1er mai.

C'est l'une des premières fois où Marine Le Pen utilise ce mot. Dans son **discours** du 1^{er} mai, à Paris, elle avait simplement fait l'apologie de *«cette espérance nouvelle, celle qui tourne le dos à la mondialisation, qui vous protège contre elle»*, sans recourir précisément à ce terme peu connu du grand public. A Mediapart, **en mars**, elle s'était déjà déclarée *«anti-mondialiste»*, par opposition à l'*«alter-mondialiste»* Olivier Besancenot. *«Qui est anti-mondialiste aujourd'hui à part nous? Personne!»*, s'était-elle vantée.

«Nous parlons plutôt de patriotisme économique au FN, depuis la campagne présidentielle de 2007», assure de son côté Jean-Richard Sulzer, le monsieur économie du FN, en référence à la batterie de mesures protectionnistes que le parti frontiste préconise, pour relancer l'économie française.

«Les accents anti-mondialistes du FN sont perceptibles depuis 1995. Le FN parle depuis longtemps de la "lutte contre le mondialisme". On

ne peut donc pas dire que Marine Le Pen innove sur ces sujets», précise Erwan Lecœur, sociologue et consultant, spécialiste de l'extrême droite. Mais Marine Le Pen, dans ses discours en tout cas, a opéré un virage: fini le libéralisme anti-étatiste de Jean-Marie Le Pen, place à l'Etat protecteur en aide aux victimes de la crise. *«Elle est plus radicale que son père. Dans sa bouche, le simple mot de "capitalisme" est d'emblée connoté négativement»*, note le politologue Jean-Yves Camus.

La gravité de la crise financière de 2008 puis l'intensité de la crise des dettes souveraines en Europe, toujours en cours, bouleversent la donne. *«La crise de l'euro confère au FN une nouvelle marge d'audibilité»*, assure Jean-Yves Camus. Le discours du FN, sur le retour au franc, ou l'instauration de barrières commerciales aux frontières de la France, passerait mieux. Le parti frontiste joue la carte du seul parti équipé pour penser l'éclatement de la zone euro.



Jean-Richard Sulzer. © (dr)

A tel point que Jean-Richard Sulzer, professeur à l'université Dauphine, à Paris, et **l'un des rares «experts» frontistes** à parler à visage découvert, prévient: *«Le FN se doit de rompre avec un certain isolationnisme intellectuel, et la glace est en train de fondre.»* Mais il précise: *«Je ne vous donnerai pas le nom des 25 membres de notre commission économie. Ils apparaîtront le moment venu.»* Quant aux économistes patentés, de droite comme de gauche, qui se seraient ralliés au parti de Marine Le Pen ces derniers temps, et prouveraient que *«la glace»* est bien en train de fondre, la liste est tout simplement vierge.

Contacté à plusieurs reprises par le FN depuis juin 2010, Jacques Sapir, de l'EHESS, a jusqu'à présent refusé les avances: *«Il est clair que ce problème avec le FN va se poser de plus en plus souvent, puisque c'est*

le seul parti politique important en France qui pose ces questions-là», note-t-il. *«Le Front national fait ses choux gras de la faiblesse idéologique de la gauche sur ces questions»,* renchérit Jacques Nikonoff, auteur du récent *Sortons de l'euro!* et ex-président d'Attac-France. Quant à Jean-Marie Harribey, lui aussi ex-président d'Attac-France, mais opposé à une sortie de l'euro, il commente, prudent, la situation: *«A cause du FN, l'espace pour poser la question de la démondialisation de manière convenable est étroit.»*

«Du grand amateurisme»

En attendant, la «démondialisation» fait son chemin au FN. A commencer par la sortie de l'euro, mesure vedette du parti d'extrême droite, qui ne date pas d'hier. *«C'était déjà leur cheval de bataille à l'époque du franc et de l'écu, avant même que l'euro n'entre en circulation... Je me souviens de leurs affiches proclamant le "Non à l'euro" dès 1999»,* raconte Erwan Lecœur. Sauf que les soubresauts grec, irlandais et portugais redonnent de la force à ce scénario jugé jusqu'alors très peu crédible.

Pour sortir de l'euro, le FN a établi **un plan** en «12 étapes», que l'on peut résumer en trois temps:

- Négocier avec d'autres pays européens, comme la Grèce et l'Irlande, une **«sortie groupée»**. C'est la grande différence, plus *«politiquement correcte»*, avec le scénario défendu du temps Jean-Marie Le Pen, où l'on ne se souciait pas des voisins. *«Un artifice»*, tranche Jean-Yves Camus.
- En cas (probable) d'échec de la concertation, c'est le retour au franc: pendant un à deux mois, on autorise la double circulation franc/euro. Avec une parité d'**un euro égale un franc**. *«La baguette d'un euro passerait à un franc»*, lit-on dans le projet du FN.
- Une **dévaluation** de la monnaie, de l'ordre de 20 à 25%, censée redonner de l'oxygène à l'économie.

Sauf que la sortie de l'euro poserait au moins trois difficultés de taille, régulièrement mises en avant par la grande majorité des économistes, de droite comme de gauche:

- **La flambée des prix**. Alors que Marine Le Pen assure que la sortie de l'euro doperait le pouvoir d'achat des Français, c'est plutôt l'inverse qui risque de se produire. L'euro, surévalué par rapport au dollar, tend par exemple à atténuer la flambée des prix de l'énergie, ou des prix des matières premières agricoles, libellés en dollar sur le marché international. Les prix à la pompe pourraient s'envoler. Jean-Richard Sulzer concède qu'un risque d'*«inflation importée»* existe.
- **L'augmentation de la dette extérieure** de la France, mécanique, dans la foulée de la dévaluation de la monnaie.
- Le retour à l'échelle nationale, pour gérer les questions monétaires, s'annonce périlleux: **comment peser**, face au yuan chinois et au dollar américain? Sulzer balaie la difficulté: *«L'Europe ne sait de toute façon pas davantage se faire entendre.»*



Jacques Sapir. © (dr)

Quant aux partisans d'une sortie de l'euro, notamment parmi les «souverainistes de gauche», ils prennent eux aussi leur distance avec le projet frontiste. Jacques Sapir **évoque**, à la lecture du document, *«un sentiment de grand amateurisme»*: *«En l'état, ce programme ne constitue pas une véritable alternative.»* Pour Jacques Nikonoff, *«le programme du FN n'a aucune crédibilité quand on le regarde de près. Il ne suffit pas de reprendre des revendications de gauche pour être crédibles»*.

D'autant qu'au-delà de quelques anachronismes étonnants (le retour, par exemple, à un «*étalon monétaire polymétallique*», c'est-à-dire à un vrai étalon métallique), le scénario proposé par le FN contient de vrais manquements. Le texte ne dit rien, par exemple, sur un éventuel contrôle des changes pendant la période de transition, pour éviter la spéculation à tout-va. Face aux critiques, Jean-Richard Sulzer préfère escamoter les difficultés: «*Nous ne pouvons pas, en quelques pages de programme, faire dans la broderie. Nous ne pouvons pas aller dans l'extrême détail...*»

La promotion au FN d'un écolo tenant du «localisme»



L. Ozon et M. Le Pen le 7 mars 2011.

La tentative d'OPA du FN sur la thématique de la «*démondialisation*» a trouvé une illustration concrète le 16 janvier. Ce jour-là, Marine Le Pen, intronisée présidente du Front national, a fait entrer dans le **nouveau bureau politique** du FN l'écologiste Laurent Ozon. S'attirant les foudres de la vieille garde frontiste. «*Les vieux de la vieille se sont offusqués de ma nomination, raconte l'intéressé. Dans tous les partis il y a des gens qui mènent des combats d'avant-garde. Eux préfèrent que ce mouvement reste ce qu'il était pendant trente ans, un représentant des valeurs catholiques traditionnelles, d'une certaine droite partisane de l'Algérie française.*»

Laurent Ozon (en vidéo [ici](#) et [là](#)) a navigué entre les eaux d'extrême droite (**proche du Bloc identitaire** – on l'a vu à leur tribune en 2009 –, fondateur d'un nouveau Mouvement politique localiste et identitaire, la «*Maison commune*»), et la sphère écologiste. Il affirme avoir milité «*chez les Verts entre 1992 et 1995*»: «*J'étais militant chez eux à une époque où ils ne se consacraient qu'à la lutte environnementale, pas au social ou au droit d'adoption des homosexuels.*» Il a également travaillé avec l'écologiste Antoine Waechter et l'a aidé à

financer sa campagne aux européennes de 1998 en lui présentant Edward Goldsmith, fondateur du Green Party, qualifié à l'époque d'écologiste aux «*délires ésotérico-mystiques*» **par ses détracteurs.**



L. Ozon sur LCP en avril 2011.

«*Il dit qu'il est passé chez les Verts. Personne chez les Verts n'a de souvenir précis de lui, mais c'est possible, explique Erwan Lecœur, qui le voit plutôt comme «ces anciens du Bloc identitaire que Marine Le Pen a récupérés pour afficher une forme d'ouverture.»* Mais pas seulement. Laurent Ozon «*représente le courant du localisme, avec ces thématiques de la ville, de la ruralité, du terroir*», explique Jean-Yves Camus.

Il fut en effet aussi le fondateur de la revue d'«*écologie profonde*» *Le recours aux forêts* qu'il a dirigée pendant neuf ans avec des économistes et écrivains penseurs de la décroissance (comme Serge Latouche) ou du naturisme (François Terrasson). Il a été le président de l'association «*Nouvelle écologie*», dans la mouvance de la «*Nouvelle droite*» d'Alain de Benoist.

«Cette idée du ré-enracinement, par la relocalisation des emplois, a émergé d'abord autour du Bloc



identitaire.» La revue *Réfléchir & Agir* a d'ailleurs consacré l'un de ses derniers numéros, avec un dossier «Pour une économie enracinée et solidaire» (voir ci-contre).

«Le seul moyen, selon eux, de critiquer le mouvement en cours, c'est de développer de petites entreprises, à partir de "capital localisable" – qu'ils opposent au "capital cosmopolite", issu du capitalisme casino, financier, apatride, vagabond.»

Mais ces idées, l'extrême droite les a empruntées au courant de «l'écologie profonde» (ou «deep ecology»), «apparu à la fin du XIXe siècle, lancé par des conservationnistes anglo-saxons, et qui prône le respect de la nature telle qu'elle est. Dans ce courant, il y a l'idée de fixer les gens dans leurs bio-systèmes», explique Erwan Lecœur. «Depuis une quinzaine d'années, ceux qui font partie de la "nouvelle droite" empruntent à ce courant.»

S'il assure «ne pas utiliser le terme» de démondialisation, un «concept» qui «ne veut rien dire», «car derrière lequel les gens mettent ce qu'ils veulent», Laurent Ozon parle volontiers «de relocalisation des activités humaines».

Sa théorie? «La mondialisation a des aspects inéluctables et irréversibles», pas la peine, donc, «en plus, d'encourager à détricoter le lien social, les structures sociales subjectives qui existent.» «Il faut

réussir à concilier la diversité actuelle des cultures avec la préservation des structure sociales.» «Il faut participer aux instances internationales, ne pas être un Etat agressif avec l'extérieur. Mais l'Etat doit être une instance protectrice chargée d'amortir les ravages de la mondialisation sur la société, explique-t-il. Les gens ont des peurs (du chômage, etc.), ils ont besoin d'être protégés.»

Le nouveau membre de l'exécutif du Front national compte bien appliquer ses idées à l'échelle du parti, qu'il qualifie de «nouveau FN». «Le FN est un parti qui a son histoire, parfois problématique, comme celle de la France, mais qui se transforme en mouvement populaire protecteur», «plus accessible et sympathique», assure-t-il. Il voit d'ailleurs sa nomination comme «une évolution du mouvement vers un parti plus populiste». «Marine Le Pen a été élue sur une ligne très claire de rupture. On est passé d'une analyse poujadiste libérale à une analyse plus sociale, avec un Etat protecteur.»

Quitte à être incohérent? Selon Erwan Lecœur, «le FN, parce qu'il n'a jamais été aux affaires, sauf dans quelques villes, peut dire une chose et son contraire», «nous expliquer que l'écologie, c'est important, puis défendre l'industrie française. Sans que personne ne pointe le paradoxe.»